

COMMUNIQUE DE PRESSE

C'est la rentrée 2019-2020. Une nouvelle rentrée pour une île dont les nombreux problèmes persistent. L'UI CFDT souhaite attirer l'attention des dirigeants politiques locaux ainsi que les autorités administratives qui sont affectés à Mayotte, sur l'extrême gravité de la dégradation de la situation sociale, économique, éducative, et environnemental de l'île.

Durant l'année 2018, nous avons vécu des blocages liés à des manifestations contre l'insécurité (notamment dans les établissements scolaires), des inégalités sociales et des difficultés économiques et environnementales. Et nous constatons avec regret et déception que les engagements pris par l'Etat n'ont pas été respectés, puisque nous débutons cette année scolaire 2019-2020 avec la mort d'un élève aux abords d'un établissement scolaire. Une tragédie qui ne devrait plus se reproduire. Prenons nos responsabilités.

Afin d'éviter la répétition de cette situation, il faudrait que les autorités politiques et administratives entendent le signal d'alarme lancé à travers les émissions de radio, de télévision et sur les réseaux sociaux. Ces réactions doivent servir de baromètre pour empêcher encore une fois la paralysie de notre île.

En tant que partenaire social, nous recueillons quotidiennement beaucoup de plaintes émanant des salariés de différentes entreprises, concernant surtout le manque de garantie d'emploi.

La garantie de l'emploi qui nous préoccupe particulièrement dans le conflit qui oppose la société IBS à VINCI. Dans le cas de l'affaire IBS, la pérennité de l'activité de l'entreprise IBS est essentielle non seulement pour les salariés et les familles directement concernées, mais également pour éviter la constitution d'un duopole de deux grandes entreprises dans ce secteur qui ne serait pas favorable à la baisse des prix et aux intérêts des PME.

Les mahorais ont besoin de voir l'amélioration de leur pouvoir d'achat et de l'emploi. Loin de là, bien au contraire, les efforts contre la vie chère reculent, les monopoles gagnent du terrain.

Notre combat contre la cherté des prix des denrées alimentaires, de matériaux de construction, de l'eau et de l'énergie est plus que jamais d'actualité. Nous la CFDT a besoin de la transparence sur la manière dont SIEAM et VINCI traitent la question de l'eau potable, qui représente la source de la vie.

Suite au passage de deux ministres sur le territoire, nous tenons à rappeler au gouvernement que les mahorais attendent à présent des actions concrètes pour l'amélioration de leur condition de vie et pour la concrétisation des projets durables.

Les mahorais veulent l'égalité des droits et l'égalité des chances. Qui voudrait d'un plan de convergence sans les droits sociaux, sans sécurité sociale, sans les gros projets tels que le rallongement de piste de l'aéroport. Nous en avons assez de plans sur papier !

S'agissant tout particulièrement de l'école la situation devient dramatique. Les résultats aux examens ont chuté. Le niveau des élèves baisse. À cause de l'insuffisance des salles de classes, de nombreux enfants vont se retrouver sur bord du chemin, sans affectation scolaire. Ceci n'est pas acceptable dans un département français. Pendant ce temps ils sont harcelés à l'école sur des sujets qui ne devraient pas y être.

Cette année, le nombre de 100 000 élèves inscrits a été dépassé. 100 000 élèves inscrits pour un nombre de salle de classes très insuffisant. Le problème de sureffectif scolaire dont on parle tous les ans demeure. 300 élèves de collège et 950 élèves de lycée sont sans affectation. Le droit au redoublement se pose et nous disons non à la mise en place du lycée de seconde chance qui ne donne pas la chance à ses élèves de pouvoir continuer leurs études sur le même pied d'égalité que tous les autres. Il manque de nombreux enseignants titulaires : par exemple au collège de Kwalé, il n'y a que 5 enseignants titulaires pour 90 professeurs pour 1400 élèves. 95% des enseignants sont contractuels avec peu ou pas de formation au métier d'enseignant. Au milieu de tout cela, le Vice-Rectorat discrimine, les agents déjà en situation de précarité en ne renouvelant pas les contrats des agents en congé de maternité. Une honte.

Dans un souci de préservation de la qualité du dialogue social à Mayotte, nous, la CDFT appelons au bon sens de tous les acteurs, sociaux économiques, politiques et administratifs.

Pour lutter contre ces fléaux, la CFDT propose de s'asseoir autour d'une table afin de réfléchir à des solutions permettant de lutter contre toutes formes de situations de crise et favoriser le développement de Mayotte.

En conclusion, c'est toute cette réalité, à laquelle s'ajoute l'insécurité et l'immigration clandestine (qui ne baissent pas), qui alimentent les tensions sociales et nourrissent les conflits intercommunautaires.

UI-CFDT

BALAHACH Ousséni



32 Rue Marindrini
BP 1038
97600 Mayotte
Secrétaire Général UI CFDT Mayotte

Tél : 0269 61 00 81

Fax : 0269 61 00 81

Site : 440 545 523 00019

7-06 30 08 24 99 cisma3@wanadoo.fr